



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2021
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable

Organisé sous les auspices du Conseil économique et social

6-15 juillet 2021

**Une reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19,
qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale
du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace
vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie
d'action et de réalisations en faveur du développement durable**

Contribution de la cinquième session du Forum arabe pour le développement durable

Note du Secrétariat

Le Secrétariat transmet par la présente la contribution de la cinquième session du Forum arabe pour le développement durable, tenue du 29 au 31 mars 2021, au forum politique de haut niveau sur le développement durable.



Forum arabe pour le développement durable 2021 : Accélérer la réalisation du Programme 2030 après la pandémie de COVID-19

29-31 mars 2021

Introduction

1. En collaboration avec la Ligue des États arabes et les organismes des Nations Unies actifs dans la région arabe, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a organisé la session de 2021 du Forum arabe pour le développement durable sur le thème « Accélérer la réalisation du Programme 2030 après la pandémie de COVID-19 ». Celle-ci s'est tenue du 29 au 31 mars, sous la présidence de l'Arabie saoudite.

2. Le Forum arabe pour le développement durable est la plateforme régionale de haut niveau chargée de l'examen et du suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe. Les six sessions précédentes du Forum se sont tenues à Amman en 2014 et 2016, à Manama en 2015, à Rabat en 2017 et à Beyrouth en 2018 et 2019. La Déclaration de Doha sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Doha, 13-15 décembre 2016), adoptée par la CESAO à sa vingt-neuvième session, a établi le rôle du Forum en tant que réunion annuelle au cours de laquelle les gouvernements arabes et les parties prenantes du développement durable se rencontrent pour analyser les expériences nationales et régionales et examiner les mécanismes de mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national et régional¹. Les documents issus du Forum sont transmis au forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se réunit tous les ans à New York, en juillet.

3. Le Forum a été précédé d'une série de réunions régionales : 1) le forum parlementaire sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe (26 novembre 2020) ; 2) la réunion consultative sur les dimensions environnementales du Programme de développement durable (10 mars 2021) ; 3) la réunion régionale des organisations de la société civile sur le développement durable dans la région arabe (25 et 26 mars 2021).

4. Le programme de travail du Forum a comporté 12 séances plénières sur le thème principal, à savoir « Accélérer la réalisation du Programme 2030 après la pandémie de COVID-19 », et sur les méthodes de mise en œuvre régionales pour la réalisation des neuf objectifs qui doivent être examinés lors du forum politique de haut niveau (objectifs 1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 16 et 17), ainsi que l'objectif 5, sur l'égalité des sexes. Le Forum a également comporté 11 séances thématiques axées sur des sujets prioritaires pour la région arabe, ainsi que quatre manifestations spéciales.

5. À l'issue des débats, le Forum a adopté un certain nombre de messages qu'il présentera au forum politique de haut niveau pour le développement durable qui sera organisé à New York du 6 au 15 juillet 2021, sur le thème « Une reprise durable et

¹ Le mandat du Forum découle d'un ensemble de résolutions de la CESAO, notamment : la résolution 327 (XXIX) relative au fonctionnement du Forum arabe pour le développement durable, adoptée à la vingt-neuvième session (Doha, 13-15 décembre 2016) ; la résolution 314 (XXVIII) concernant le Forum arabe pour le développement durable, adoptée à la vingt-huitième session (Tunis, 15-18 septembre 2014) ; la résolution 322 sur une stratégie et un plan d'action pour la mise en œuvre du Programme 2030, adoptée à la deuxième réunion du Comité exécutif de la CESAO (Amman, 14-16 décembre 2015).

résiliente après la pandémie de COVID-19, qui favorise les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable : ouvrir une voie inclusive et efficace vers la réalisation du Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable ». Les messages ont été élaborés du point de vue de la région arabe, afin d'aider à la compréhension des priorités de la région par rapport au thème de la réunion de 2021 du forum politique de haut niveau et des objectifs qui y seront examinés.

I. Principaux messages de la session de 2021 du Forum arabe pour le développement durable

6. Les délibérations du Forum ont abouti à l'adoption de plusieurs messages visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et le relèvement après la pandémie de COVID-19 dans la région arabe. Les plus importants sont les suivants :

a) Nous devons apporter des changements structurels aux systèmes de protection sociale et étendre ces systèmes à tous, y compris aux personnes travaillant dans le secteur informel, en particulier après que la pandémie a montré que les groupes les plus touchés étaient ceux qui étaient plus vulnérables à la négligence avant la crise.

b) Nous devons transformer le système éducatif pour le rendre accessible à tous, améliorer la qualité et les plateformes d'apprentissage numériques, élaborer une vision prospective de l'ouverture à la science en tant que dimension essentielle du développement et accroître les investissements dans les sciences et l'innovation.

c) Nous devons renforcer l'engagement politique en créant des systèmes de soins de santé qui assurent la sécurité sanitaire pour tous et reposent sur les soins de santé primaires, et souligner que la santé mentale n'est pas seulement une composante de la santé globale, mais qu'elle contribue également au développement en raison de son impact sur l'économie, l'égalité des sexes, les enfants, les jeunes, l'éducation, l'emploi, la cohésion sociale et la paix.

d) Nous réaffirmons qu'il importe de s'attaquer aux inégalités sociales en appliquant des politiques de redistribution et en adoptant des réformes qui soutiennent l'emploi décent et la création d'emplois.

e) Nous devons échanger les bonnes pratiques en matière de bonne gestion des migrations et nous appuyer sur les réalisations de la région dans ce domaine, tout en prêtant attention à l'aggravation des difficultés que rencontrent les groupes fragiles de travailleurs migrants dans la région en raison de la pandémie de COVID-19, notamment le manque d'accès aux services et à l'emploi, l'incapacité à retourner dans leur pays d'origine et l'importante baisse des envois de fonds.

f) Nous devons accroître l'engagement politique en faveur de l'égalité des sexes, promulguer et appliquer des lois visant à mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles et renforcer la coordination entre les secteurs de la justice et de la sécurité dans ce domaine et accroître la représentation et la participation des femmes dans tous les aspects de la vie publique.

g) Nous devons élargir l'espace civique, faire participer toutes les parties à l'élaboration des politiques et à la mise en œuvre des programmes et promouvoir les droits humains en tant que pierre angulaire du développement, en particulier après que la pandémie a mis en évidence l'importance de la gouvernance locale et l'efficacité du rôle de la société civile dans les périodes de crise.

h) Nous devons promouvoir le rôle des parlements et des institutions de surveillance, compte tenu de l'appui considérable qu'ils apportent au processus de développement en surveillant la planification, la mise en œuvre et l'exécution et en instaurant le sens de la responsabilité dans l'action pour le développement.

i) Nous devons redoubler d'efforts pour accroître les possibilités de formation des jeunes de la région arabe, accélérer leur intégration dans les domaines économiques productifs après la pandémie de COVID-19 et accroître leur participation aux décisions.

j) Nous devons soutenir le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), qui ont contribué largement à la riposte et à l'adaptation face à la pandémie, compte tenu du rôle central que joue ce secteur dans la conduite de l'économie nationale et régionale, et nous employer à renforcer les partenariats public-privé d'une manière transparente afin d'assurer la durabilité et de rattacher les stratégies commerciales aux objectifs de développement durable.

k) Nous devons promouvoir la coopération régionale et les investissements conjoints dans l'agriculture pour parvenir à la sécurité alimentaire et réaliser l'objectif de développement durable n° 2 dans la région arabe ; nous attaquer au problème des pertes et du gaspillage alimentaires dans la région et à la malnutrition ; mettre en place des mesures d'incitation propres à favoriser une économie circulaire dans la région, en mettant l'accent sur le secteur privé ; soutenir les petits agriculteurs en leur assurant l'accès aux technologies vertes et à d'autres ressources productives et en leur donnant les moyens de mieux résister aux chocs que provoqueront notamment les changements climatiques, les épidémies, les difficultés économiques et les conflits.

l) Nous devons rendre les politiques des pays arabes plus conformes au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), à l'Accord de Paris relatif aux changements climatiques et au Programme 2030 en procédant à une planification intégrée du développement et en adoptant des outils de financement innovants comme le financement vert pour nous remettre des conséquences de la pandémie, nous adapter aux changements climatiques et réduire les risques de catastrophe.

m) Nous devons assurer l'accès universel à la technologie, accélérer la transformation numérique des secteurs public et privé, adopter des stratégies visant à améliorer la recherche-développement et renforcer les capacités technologiques des chercheurs, des innovateurs et des entrepreneurs, en particulier des femmes et des jeunes ; garantir un accès équitable à la technologie pour assurer la continuité des services publics et des activités dans les divers secteurs et éviter d'approfondir les écarts entre les différents groupes de population.

n) Nous devons mettre en place des plateformes nationales de surveillance des données, identifier des sources claires pour chaque indicateur selon des métadonnées normalisées, accorder l'attention voulue aux sources de données alternatives, utiliser les technologies modernes dans les recensements et les enquêtes, adopter de nouvelles méthodes et nous inspirer de celles qui ont été mises au point aux fins de la gestion de la crise et qui aideront à combler les lacunes statistiques, conformément aux recommandations et normes internationales.

o) Nous devons réaffirmer le rôle central du financement du développement ; renforcer l'engagement politique en faveur d'une feuille de route régionale et de mécanismes d'intervention coordonnés pour réduire les flux financiers illicites, l'évasion fiscale et la corruption financière, l'objectif étant de combler le déficit de financement des objectifs de développement durable ; accroître les recettes financières et réorienter les dépenses durant la période de relèvement ; améliorer

l'intégrité financière en menant une action coordonnée aux niveaux national, régional et international.

p) Nous devons mobiliser davantage de ressources financières au niveau national et allouer les ressources en alignant davantage les budgets financiers nationaux sur les objectifs de développement durable et les plans et programmes nationaux de développement et en tirant parti de certaines réussites constatées dans la région arabe pour mettre en œuvre, aujourd'hui et demain, des initiatives qui favorisent la cohérence entre la planification, la budgétisation, l'exécution et le suivi.

q) Nous devons réaffirmer que l'objectif de développement durable n° 16 présente une importance capitale pour la région ; renforcer l'engagement politique à tous les niveaux pour mettre fin aux guerres et aux conflits, car la pandémie de COVID-19, les guerres et les conflits qui se poursuivent constituent un double fardeau pour de nombreux groupes de la région ; rattacher l'aide humanitaire et l'intervention d'urgence au relèvement à long terme.

r) Nous devons réaffirmer que la réalisation de la stabilité sécuritaire et politique et l'adoption de solutions justes et globales qui respectent le droit des peuples à l'autodétermination sont essentielles pour remédier aux déséquilibres que connaît la région, y compris les inégalités, la pauvreté, le chômage et l'effondrement des systèmes sanitaires et sociaux.

s) Nous réaffirmons qu'il importe au plus haut point d'assurer une distribution juste, équitable et simultanée des vaccins contre la COVID-19 en renforçant la solidarité entre les États, ce qui influera sur la maîtrise de la pandémie et le relèvement après celle-ci.

II. Séances et exposés

7. En plus des séances d'ouverture et de clôture, le Forum a comporté 12 séances plénières sur le thème principal, « Accélérer la réalisation du Programme 2030 après la pandémie de COVID-19 » ; les questions suivantes y ont été abordées:

Première séance : Examen de l'objectif 1 : Élimination de la pauvreté et relèvement après la crise de COVID-19 dans la région arabe

Deuxième séance : Examen de l'objectif 10 : Relèvement inclusif et réduction des inégalités dans la région arabe

Troisième séance : Examen de l'objectif 2 : Réalisation de la sécurité alimentaire dans la région arabe d'ici à 2030

Quatrième séance : Examen de l'objectif 3 : Vers des systèmes de santé plus résilients dans la région arabe

Cinquième séance : Examen de l'objectif 17 : Solutions novatrices en matière de données venant de la région arabe

Sixième séance : Examen de l'objectif 8 : Stimulation de la croissance économique et de l'emploi pour un meilleur relèvement dans la région arabe

Septième séance : Examen de l'objectif 12 : Révision des modes de consommation et de production dans la région arabe pendant la phase de relèvement après la covid-19 et jusqu'en 2030

Huitième séance : Examen de l'objectif 13 : Promotion de l'action climatique pour une relance verte et une accélération des progrès dans la réalisation du Programme 2030

Neuvième séance : Examen de l'objectif 5 : Incidences de la crise de COVID-19 sur les femmes et les filles dans la région arabe

Dixième séance : Financement du développement : Que faut-il et que peut-on faire dans la région arabe pour réaliser le Programme 2030 ?

Onzième séance : Examen de l'objectif 16 : Fragilité institutionnelle, crise de COVID-19 et enseignements tirés de la région

Douzième séance: Examen de l'objectif 17: Consolidation des liens et renforcement du rôle de la technologie dans la lutte contre la pandémie

8. Le Forum a comporté également 11 séances thématiques portant sur des questions prioritaires pour la région arabe : 1) réexamen du développement durable dans un contexte de fragilité et de conflit ; 2) examen de l'état de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la région arabe ; 3) santé mentale et soutien psychosocial dans le contexte de la pandémie : incidences sur la région arabe ; 4) ancrage du Programme 2030 au niveau local et création de partenariats entre les diverses parties prenantes: moyens de mise en œuvre du Programme dans les pays touchés par un conflit ; 5) gouvernance des migrations dans la région arabe : priorités, possibilités et enseignements tirés du premier examen régional du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans la région arabe ; 6) stimulation de la participation du secteur privé à la décennie d'action ; 7) lien entre les objectifs de développement durable et la sécurité climatique dans les pays arabes ; 8) ouverture à la science comme moyen d'accélérer les progrès sur la voie du Programme 2030 dans la phase d'après-COVID-19 ; 9) la pandémie de COVID-19 et ses effets sur l'environnement ; 10) accélération de la réalisation de la justice de genre dans la région arabe, élimination des inégalités figurant dans les lois en vigueur et modification de ces lois en faveur des femmes et autonomisation des générations actuelles et futures de femmes et de filles dans la région ; 11) lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, comme moyen de changer radicalement la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les crises prolongées, y compris la COVID-19: difficultés et possibilités.

9. Le programme de travail du Forum a comporté en outre quatre manifestations spéciales : 1) une manifestation concernant le Sommet sur les systèmes alimentaires 2021 : dialogue régional arabe sur les systèmes alimentaires ; 2) une table ronde des jeunes ; 3) une séance sur le renforcement de la coopération régionale entre les États arabes ; 4) un dialogue de haut niveau entre les diverses parties prenantes.

A. Séance d'ouverture

10. Le Vice-Ministre saoudien de l'économie et de la planification, Faisal bin Fadel Al Ibrahim, en sa qualité de Président du Forum arabe pour le développement durable 2021, la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Amina Mohammed, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Ahmed Abul Gheit, et la Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la CESA, Rola Dashti, ont pris la parole à la séance d'ouverture. Ils ont abordé la situation et les difficultés que connaît la région arabe dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et les moyens de s'en remettre en revenant sur la voie du développement durable.

11. En préparation du Forum, un documentaire a été projeté sur l'état des objectifs de développement durable dans la région arabe avant la pandémie de COVID-19. Fondé sur les résultats du Rapport arabe sur le développement durable 2020, ce documentaire a montré les effets négatifs de la pandémie en mettant l'accent sur certains indicateurs et prévisions liés aux priorités de développement de la région.

12. Le Président du Forum, Faisal bin Fadel Al Ibrahim, a animé la partie intergouvernementale de la séance puis donné la parole à l'Ambassadeur Mohammed Hussein Bahr Al-Ouloum, Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies et cofacilitateur de la déclaration ministérielle de la session 2021 du Conseil économique et social (ECOSOC) et du forum politique de haut niveau sur le développement durable. L'Ambassadeur a évoqué l'importance du Forum arabe et des messages qu'il transmettra au forum politique de haut niveau. Il a exhorté les pays arabes à participer efficacement aux préparatifs de cette importante manifestation mondiale, en particulier dans le contexte du relèvement après la pandémie de COVID-19.

13. Neuf pays arabes ont fait de brèves interventions sur les mesures les plus importantes prises pour faire face aux conséquences économiques, sociales et environnementales de la pandémie de COVID-19 dans le cadre des efforts de mise en œuvre du Programme 2030. Dans l'ordre alphabétique des États, le Secrétaire général par intérim du Ministère jordanien de la planification et de la coopération internationale, Marwan Rifai, la Sous-Secrétaire à l'économie nationale au Ministère bahreïnien des finances et de l'économie nationale, Amina Al-Rumaihi, l'Ambassadeur de Tunisie au Liban, Borawi Al-Imam, le Directeur général par intérim des relations multilatérales en Algérie, Naseem Qawawi, le Chef adjoint de la planification et de la coopération internationale en Syrie, Fadlallah Gerzuddin, le Secrétaire général du Ministère qatarien des affaires étrangères, Ahmed bin Hassan al-Hammadi, le Secrétaire général du conseil supérieur de la planification et du développement du Koweït, Khalid al-Mahdi, la Ministre égyptienne de la planification et du développement économique, Hala Al-Saeed et l'Ambassadeur du Maroc au Liban, Mohamed Crane ont pris la parole. L'Iraq a ensuite envoyé par courriel une intervention enregistrée que la Directrice générale du département du développement humain du Ministère iraquien de la planification, Maha Abdul Karim al-Rawi, a présentée au nom du Ministre.

B. Séances plénières

Première séance – Examen de l'objectif 1 : Élimination de la pauvreté et relèvement après la crise de COVID-19 dans la région arabe

14. Le Directeur général du Forum de recherche économique, Ibrahim Elbadawi, a animé la séance, à laquelle ont participé la professeure associée en sciences sociales et politiques à l'Université de Bath au Royaume-Uni, Rana Jawad, la Ministre égyptienne de la solidarité sociale, Nivine El-Kabbag, le Directeur exécutif du Réseau des organisations non gouvernementales arabes pour le développement, Ziad Abdelsamad, et le professeur d'enseignement supérieur à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée au Maroc, Touhami Abdelkhaleq.

15. La séance a mis en lumière les principales mesures à prendre pour réduire la pauvreté et atténuer les effets de la pandémie sur l'augmentation de la pauvreté dans la région, afin de répondre aux besoins des personnes les plus susceptibles d'être victimes de négligence et de réduire la fragilité et la vulnérabilité face aux chocs futurs. Les interventions ont mis l'accent sur l'importance de la révision des systèmes de protection sociale de manière à en accroître l'efficacité et la couverture à long terme. Les participants ont pris connaissance des politiques et des expériences de l'Égypte et du Maroc en ce qui concerne l'élargissement et le renforcement des mesures de protection sociale, la diversification des structures de financement et la garantie de la durabilité des systèmes de protection sociale.

Deuxième séance – Examen de l’objectif 10 : Relèvement inclusif et réduction des inégalités dans la région arabe

16. Le professeur d’économie à Paris-Sciences-et-Lettres et chercheur à l’Economic Research Forum, Ishac Diwan, a animé la séance, à laquelle ont participé le Ministre iraquien de l’éducation, Ali Hamed Mikhliif Al-Douleimy, la cheffe du groupe de la coordination du développement au Ministère jordanien de l’éducation, Lama al-Natour, la Directrice exécutive de l’association Insan au Liban, Lala Arabian, le chercheur et Directeur de l’Arab Forum for alternatives en Égypte, Mohammed Elagati et la Directrice générale de l’Organisation arabe pour les personnes handicapées au Liban, Jahda Abou Khalil.

17. Les participants ont appelé l’attention sur les principales manifestations de l’inégalité pendant la pandémie de COVID-19 et leurs conséquences sur l’élaboration des politiques dans la région et proposé des mesures susceptibles de réduire les inégalités et d’accélérer les progrès dans la réalisation de l’objectif 10 du Programme 2030. Les expériences de la Jordanie et de l’Iraq dans ce domaine, les stratégies adoptées et les difficultés surmontées pour assurer la continuité de l’éducation sous COVID-19 ont été présentées en termes d’accès équitable et de participation active aux possibilités d’apprentissage numérique, en particulier pour les plus vulnérables. Les interventions se sont concentrées sur la nécessité d’adopter une réponse globale et fondée sur les droits de l’homme pour lutter contre la COVID-19.

Troisième séance – Examen de l’objectif 2 : Réalisation de la sécurité alimentaire dans la région arabe d’ici à 2030

18. La Scientifique en chef auprès de l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), Asmahan Elouafi, a animé la séance, au cours de laquelle l’ancien Ministre jordanien de l’agriculture, Said al-Masri, la conseillère principale en agriculture et coopération internationale et ancienne ministre libanaise, Wafaa Dikah Hamzeh, la spécialiste en santé publique et en nutrition des nourrissons et des jeunes enfants au Liban, Linda Shaker Barbari, et la fondatrice de l’association ReFood au Koweït, Mariam Aleisa, ont pris la parole.

19. La séance a porté sur les choix politiques visant à améliorer l’accès à des aliments sains et nutritifs et à promouvoir leur production dans la région. Les participants y ont passé en revue l’expérience de la Jordanie dans l’élaboration de plans d’incitation pour intégrer les communautés agricoles les plus touchées dans le filet de sécurité sociale et absorber les incidences de la crise pandémique de COVID-19. Ils ont abordé l’expérience du Liban, les efforts déployés pour maintenir la sécurité alimentaire et les priorités fixées pour régler les crises dues à la pandémie. Il a été proposé de créer au Liban un conseil de sécurité alimentaire dont le rôle principal serait de régler la crise à laquelle sont confrontés les groupes les plus nécessiteux et d’élargir le filet de sécurité sociale et le système de protection sociale. La séance a mis en lumière les initiatives et les mécanismes qui aident à réduire le gaspillage alimentaire et l’importance du rôle des jeunes dans les efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire. Les participants ont défini certaines mesures qui contribuent à renforcer les systèmes de production alimentaire durable et à accélérer les progrès en matière de nutrition, notamment le soutien aux petits producteurs alimentaires, ces mesures étant essentielles pour ne négliger personne et pour promouvoir des systèmes de production alimentaire viables et une agriculture durable.

Quatrième séance – Examen de l’objectif 3 : Vers des systèmes de santé plus résilients dans la région arabe

20. L’ancienne Ministre égyptienne de la santé et de la population et Envoyée spéciale du Directeur général de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur la

COVID-19, Maha Rabat, a animé la séance. Le Directeur régional de l’OMS pour la Méditerranée orientale, Ahmed Al-Mandhari, a ouvert le dialogue. Le Ministre omanais de la santé, Ahmed Saidi, la Sous-Secrétaire générale et Cheffe des affaires sociales à la Ligue des États arabes, Haifa Abu Ghazaleh, le Président fondateur d’Amel International au Liban, Kamel Mohanna, et le Directeur du Knowledge and Policy Centre à l’Université américaine de Beyrouth, Fadi Jardali, ont participé à la séance.

21. Les participants ont souligné qu’il importait d’adopter le principe des soins de santé primaires et de créer des centres pour fournir ces soins et d’assurer une couverture universelle pour tous les membres de la société. Ils ont évoqué les efforts déployés par la Ligue des États arabes pour aider les États à amortir les répercussions de la pandémie. L’expérience d’Oman face à la pandémie et les pratiques novatrices que ce pays a adoptées pour surmonter les conséquences de la crise ont été passées en revue, et quatre mesures ont été identifiées pour parvenir à des systèmes de santé résilients : 1) investir dans les fonctions de santé publique de base, y compris la surveillance, l’organisation, la prévention de la contamination et les systèmes d’information sanitaire ; 2) renforcer les infrastructures des systèmes de santé, augmenter les effectifs, améliorer la chaîne d’approvisionnement et le financement et renforcer la bonne gouvernance et accroître les capacités dans ce domaine ; 3) créer des institutions qui s’occupent de la couverture sanitaire universelle et de la sécurité sanitaire et renforcer la coopération entre tous les secteurs publics et privés ; 4) transformer les systèmes de santé en systèmes axés sur l’humain et sur l’assurance de la qualité et la décentralisation.

Cinquième séance – Examen de l’objectif 17 : solutions novatrices en matière de données venant de la région arabe

22. La Cheffe du Bureau central de statistique de l’État de Palestine, Ola Awad, a animé la séance, au cours de laquelle le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l’Organisation des Nations Unies, Liu Zhenmin, la Cheffe de la Division des enquêtes auprès des ménages au Haut commissariat au plan au Maroc, Siham Zarrari, l’expert en études sur les migrations et professeur assistant à l’Université américaine du Caire, Ayman Zohri, le Directeur général des statistiques économiques au centre national de statistique et d’information à Oman, Youssef Riami, et le Chef du service des technologies de l’information à l’Administration centrale de la statistique au Liban, Ziad Abdallah, ont pris la parole.

23. Les participants ont passé en revue l’expérience du Maroc, qui a établi une base de données fondée sur des informations recueillies par téléphone au sujet de l’impact de la pandémie sur plusieurs aspects de la vie, y compris la santé mentale. Ils ont également examiné l’expérience d’Oman, qui a automatisé la collecte des statistiques sur les prix et tout le processus de recensement en utilisant une méthode innovante qui permet de recueillir les données à la source et de diffuser immédiatement les résultats. Le Liban a présenté, pour sa part, un projet pilote sur l’exploration de sources de données non traditionnelles au sujet des réfugiés syriens tout en préservant la confidentialité et la sécurité afin de mettre en évidence les défis auxquels sont confrontées les autorités d’accueil et de produire des statistiques valables et fiables. Des méthodes innovantes adoptées dans de nombreux pays ont été mentionnées, notamment la création de plateformes d’enregistrement pour la vaccination ou l’accès aux services de santé et aux services sociaux, qui ont aidé à la collecte des données pendant la pandémie. Les participants ont souligné la nécessité de mettre l’accent sur de nouvelles sources de données et d’encourager les pays à produire des données détaillées et de qualité.

Sixième séance – Examen de l’objectif 8 : Stimulation de la croissance économique et de l’emploi pour un meilleur relèvement dans la région arabe

24. La cheffe de la gestion et de l’organisation à l’Université allemande du Caire et présidente de l’association « Alachanek Ya Baladi » en Égypte, Raghda El-Ebrashi, a animé la séance, à laquelle ont participé le Directeur général de l’Organisation arabe du travail, Fayez Al-Mutairi, le Vice-Ministre saoudien des ressources humaines et du développement social pour le secteur du travail, Abdullah Abuthanin, la Directrice exécutive de 17 Ventures en Jordanie, Christeen Haddadin, et la membre du Bureau exécutif de l’Union générale tunisienne du travail, Naima Hammami.

25. Les interventions ont porté sur les possibilités d’accélérer la mise en œuvre de l’objectif 8 après la pandémie de COVID-19 et sur l’importance de la coopération arabe à cet égard pour faire face aux répercussions sociales de la pandémie. La discussion s’est concentrée sur la transformation des besoins et du mode de fonctionnement des PME due à la crise de COVID-19 et sur la possibilité pour ces entreprises d’accéder à un financement en dehors du système bancaire officiel. Les mesures qui pourraient être prises pour promouvoir l’entrepreneuriat féminin ont été abordées comme un moyen de relèvement après la crise COVID-19. L’Arabie saoudite a fait part de son expérience dans la promotion du travail décent, en particulier pour les femmes et les jeunes, et dans la mise en œuvre de réformes visant à promouvoir la liberté de circulation des travailleurs migrants et à protéger leurs droits.

Septième séance – Examen de l’objectif 12 : Révision des modes de consommation et de production dans la région arabe pendant la phase de relèvement après la covid-19 et jusqu’en 2030

26. La Directrice générale adjointe à la surveillance de l’environnement au sein de l’autorité publique chargée de l’environnement au Koweït, Samira Al-Kandari, a animé la séance, au cours de laquelle la Directrice des politiques et de la coopération internationale au Ministère jordanien de l’environnement, Maha Al-Ma’ayta, la professeure adjointe au programme de gestion de l’environnement à l’Université du Golfe arabe à Bahreïn, Sumaya Yusuf, le Directeur du programme national de réduction des pertes et du gaspillage alimentaire de la Saudi grains Organization, Zaid Al-Shabanat, et le co-fondateur et Directeur général du Président du réseau régional des banques alimentaires en Égypte, Moez El Shohdi, ont pris la parole.

27. Les interventions ont porté sur les moyens par lesquels les gouvernements, les universités, les centres de recherche scientifique, le secteur privé et la société civile pourraient accélérer le progrès vers la réalisation de l’objectif de développement durable n° 12, en particulier dans la phase de relèvement après la pandémie de COVID-19. Les participants ont envisagé les possibilités offertes par les plans et stratégies relatifs à la croissance verte, à l’économie circulaire et à la consommation et la production durables, tout en soulignant qu’il importait de régler la question des pertes et du gaspillage alimentaires dans la région et de renforcer et de soutenir le rôle des banques alimentaires.

Huitième séance – Examen de l’objectif 13 : Promotion de l’action climatique pour une relance verte et une accélération des progrès dans la réalisation du Programme 2030

28. Le membre du conseil d’administration du Centre mondial pour l’adaptation, Jamal Saghir, a animé la séance, au cours de laquelle la Ministre égyptienne de l’environnement, Yasmine Fouad, le Directeur général des projets et des relations internationales de l’autorité chargée de la qualité de l’environnement dans l’État palestinien, Ahmed Abu Thaher, le Directeur du groupe de la lutte contre les

changements climatiques à la Banque islamique de développement, Ahmed Al-Qabany, et la chercheuse au King Abdullah petroleum studies and research centre en Arabie saoudite, Noura Mansouri, ont pris la parole.

29. Les interventions se sont concentrées sur l'examen des voies de développement vert qui réduisent la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles tout en assurant la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Les participants ont passé en revue l'expérience de l'Égypte en matière de renforcement de la résilience face aux effets des changements climatiques dans le cadre de la contribution nationale définie conformément à l'Accord de Paris. Ils ont abordé la question du financement des activités climatiques et examiné les choix que les États arabes pouvaient faire pour renforcer leurs capacités nationales, obtenir des ressources financières, intégrer le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans la planification du développement et dans leurs budgets nationaux de manière institutionnelle. Ils ont également mis en évidence des outils innovants de financement climatique tels que les obligations vertes, les titres verts, la participation du secteur privé par l'intermédiaire des banques et des investisseurs, ainsi que l'échange des dettes contre l'action climatique.

Neuvième séance – Examen de l'objectif 5 : Incidences de la crise de COVID-19 sur les femmes et les filles dans la région arabe

30. Le Secrétaire général du conseil supérieur de la planification et du développement au Koweït, Khaled Mahdi, a animé la séance, à laquelle ont participé le membre du Conseil national des femmes et Directeur de l'observatoire égyptien des femmes, Magued Osman, la défenseuse des droits des femmes et des jeunes dans l'État de Palestine et membre du Youth Gender Innovation Agora pour la région arabe, Amani Arouri, la responsable de la durabilité au sein du groupe Zain, Jennifer Suleiman, et la professeure dans la pratique de la santé publique au Center for civic engagement and community service de l'Université américaine de Beyrouth, Martine Najem.

31. Le débat a porté sur l'importance d'intégrer les droits des femmes et de faire participer les femmes et les filles au processus de planification et de gestion des crises afin d'assurer des progrès continus dans la réalisation de l'objectif 5 et de sauvegarder la santé et les droits sexuels et procréatifs des femmes et des filles. Les participants ont également abordé la manière dont les stratégies nationales relatives à l'égalité tiraient parti des initiatives d'inclusion financière et les efforts déployés par les organisations de la société civile pour intégrer la question de la violence à l'égard des femmes dans les plans de relèvement de l'après COVID-19. Le modèle koweïtien de mise en œuvre de l'objectif 5 et de participation des femmes à l'action politique et économique et l'expérience de l'Égypte à cet égard et sa réponse aux répercussions de la pandémie de COVID-19, compte tenu des différences entre les sexes, et la contribution du secteur privé à la mise en œuvre de l'objectif 5 ont été mis en évidence dans l'exposé présenté par le groupe Zain.

Dixième séance – Financement du développement : que faut-il et que peut-on faire dans la région arabe pour réaliser le Programme 2030 ?

32. La rédactrice spécialisée dans les affaires et la politique au quotidien libanais Annahar, Sabine Oueiss, a animé la séance, au cours de laquelle l'ancienne Présidente de la Lituanie et coprésidente du groupe de haut niveau sur la responsabilité financière, la corruption, la transparence et l'intégrité, Dalia Grybauskaitė, l'ancien ministre jordanien de l'énergie et des richesses minérales, Saleh Kharabsheh, le Vice-Président de l'ECOSOC et représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies, Sergiy Kyslytsya, et le Directeur exécutif du Fonds

monétaire international et Envoyé spécial pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Mahmoud Mohieldin, ont pris la parole.

33. La séance a mis l'accent sur la planification du financement du développement, compte tenu des priorités de la phase actuelle de relèvement après la pandémie de COVID-19, qui est axée sur la résolution de trois crises majeures: la crise sanitaire actuelle ; le ralentissement économique et la récession ; la crise mondiale de la dette. Les participants ont évoqué la nécessité de renforcer l'engagement politique en faveur d'une feuille de route régionale et de mécanismes de réponse coordonnés pour réduire les flux financiers illicites, combler le déficit de financement des objectifs de développement durable, augmenter les recettes financières et réorienter les dépenses et renforcer le partenariat avec le secteur privé. L'une des solutions proposées serait de renforcer l'engagement politique des gouvernements arabes en faveur d'une stratégie régionale pour financer la réponse à la pandémie de COVID-19, conformément à la liste d'options proposée dans l'initiative lancée par la Jamaïque et le Canada et confirmée par le Secrétaire général des Nations Unies intitulée "Le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà", et à l'initiative de la CESAO sur l'échange des contre des mesures climatiques pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région arabe.

Onzième séance – Examen de l'objectif 16 : Fragilité institutionnelle, crise de COVID-19 et enseignements tirés de la région

34. La Présidente de l'Institut des finances Basil Fuleihan au Liban, Lamia Moubayed Bsar, a animé la séance, au cours de laquelle le Directeur général de la gouvernance au Ministère tunisien de la santé, Mohamed Mefteh, le Directeur du National Aid Fund en Jordanie, Omar Mashaqbeh, le Ministre adjoint au Ministère du développement social de l'État de Palestine, Daoud al-Deek, la membre élue de la municipalité de Beyrouth, Yousra Sidani, et la membre du bureau de Genève du Third World Network, Kinda Mohamadieh, ont pris la parole.

35. La séance a mis en lumière les mesures prises par les gouvernements arabes pour faire face à la pandémie et renforcer le rôle de l'État, y compris la relation entre les citoyens et le pouvoir. Les participants ont passé en revue les expériences de la Jordanie, de la Tunisie et de l'État de Palestine qui ont adopté une approche fondée sur les droits et l'égalité en temps de crise pour satisfaire les besoins des citoyens et des groupes vulnérables pendant l'épidémie. Ils ont examiné l'importance du rôle des autorités locales, des organisations non gouvernementales, des entités multilatérales et des partenariats public-privé, et considéré que la pandémie offrait aux gouvernements l'occasion d'intensifier leurs efforts pour mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

Douzième séance – Examen de l'objectif 17: Consolidation des liens et renforcement du rôle de la technologie dans la lutte contre la pandémie

36. La Directrice exécutive de Sanabil Med en Tunisie, Sana Ghenima, a animé la séance, au cours de laquelle le Président de la Commission chargée de la planification et de la coopération internationale en Syrie, Imad Sabouni, et le Directeur du département des technologies de l'information du Federal Competitiveness and Statistics Centre aux Émirats arabes unis, Saeed Ali, ont pris la parole. Au cours de la séance, le prix des contenus numériques arabes pour le développement durable a été lancé par la CESAO et M^{me} Rola Dashti a prononcé un discours sur le partenariat entre la CESAO et la World Summit Awards Foundation. Elle a indiqué que ce prix visait à promouvoir le contenu numérique arabe relatif aux objectifs de développement durable et à faire participer tout le monde, y compris les particuliers et les institutions, à la recherche des solutions appropriées. Peter A. Bruck, Président

de la World Summit Awards Foundation, est ensuite intervenu pour donner un aperçu de la fondation et souligner qu'il importe de tirer parti des compétences des jeunes d'aujourd'hui en matière de technologie numérique dans le processus de développement durable.

37. Les discussions ont porté sur l'importance de l'utilisation accrue de la technologie et des services numériques dans le développement durable et dans le règlement des crises et des problèmes nationaux. Les participants ont abordé le rôle des innovations technologiques et numériques qui ont été adoptées pendant la crise de COVID-19, y compris les mégadonnées, les données ouvertes, les données géospatiales et l'intelligence artificielle, qui ont rendu service au secteur de la santé et aidé à obtenir des informations et des données statistiques. Les intervenants ont examiné le rôle des organisations régionales dans le renforcement des partenariats pour garantir l'accès aux services technologiques pendant les crises, ainsi que la contribution des technologies à la mise en place de systèmes alimentaires durables, souples et capables d'offrir une alimentation saine. Les jeunes femmes et les jeunes hommes entrepreneurs ont été mis en évidence pour leur rôle dans la mise au point des solutions numériques qui ont conduit à l'utilisation généralisée de la technologie numérique dans l'intervention face à la pandémie.

C. Séances thématiques

38. Onze séances thématiques ont eu lieu dans le cadre de la session. Elles ont servi à examiner en profondeur certains objectifs et dimensions du développement, compte tenu du titre et des objectifs du Forum. On trouvera ci-après un résumé des débats de ces séances.

Première séance thématique : Réexamen du développement durable dans un contexte de fragilité et de conflit

39. Le journaliste et conseiller présidentiel du conseil d'administration de la fondation Al-Ahram en Égypte, Ahmed Mahmoud, a animé la séance, au cours de laquelle la Coordinatrice spéciale adjointe pour le Liban et Coordinatrice résidente et Coordinatrice de l'action humanitaire au Liban, Najat Rochdi, le Sous-Secrétaire du Ministère yéménite de la planification et de la coopération internationale, Muhammad al-Hawari, le Ministre syrien de l'agriculture et de la réforme agraire, Mohamed Hassan Katna, et le Sous-Directeur général pour les opérations du secteur public au Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (OFID), Fuad Albassam, ont pris la parole.

40. La discussion a porté sur les graves défis posés par la pandémie de COVID-19 et leur incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable, d'autant plus que la crise pandémique et le conflit en cours dans les pays fragiles ont eu de profondes répercussions économiques, sociales et de développement, nécessitant un soutien supplémentaire sur le plan du relèvement. Les participants ont mis la lumière sur l'importance de la paix, de la justice et d'institutions solides pour la réalisation du développement durable dans les pays en situation de fragilité et de conflit. Ils ont souligné que la bonne gouvernance, la réforme politique et la lutte contre la corruption devraient être des priorités essentielles dans ce contexte. Ils ont recommandé de mettre l'accent sur le relèvement, la réalisation d'objectifs à long terme, l'aide humanitaire et les interventions d'urgence, qui revêtent tous une grande importance dans les contextes fragiles, compte tenu des liens fondamentaux entre l'aide humanitaire, le développement durable et la paix.

Deuxième séance thématique : Examen de l'état de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la région arabe

41. Le Conseiller régional pour la gouvernance à la CESAO, Karam Karam, a animé la séance, à laquelle les discours d'ouverture ont été prononcés par la Présidente du Groupe de travail chargé de la coordination du Programme 2030 et des objectifs de développement durable à la CESAO, Karima EL Korri, le Secrétaire général de l'Organisation arabe des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ARABOSAI), Nejb Gtari, et la Directrice générale adjointe du Département du contrôle supérieur professionnel et des organismes supérieurs de contrôle financier et de comptabilité liés à l'Initiative de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), Archana Shirsat. L'expert en audit au bureau des affaires administratives et financières à Oman, Mohammed ben Hamdan ben Saeed ben Hamad AlJabiri, le Directeur principal du Département de la gouvernance des agences supérieures de contrôle financier et de comptabilité de l'Initiative de développement de l'INTOSAI, Abdelhakim Ben Lazreg, la Cheffe de la Division du contrôle de la performance au bureau du contrôle financier et administratif de l'État de Palestine, Majdoleen Sammour, le Chef de section à la quatrième chambre de la cour des comptes au Maroc, Mohamed Abdelmouhcine HANINE, et le coordonnateur du suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au Cabinet du Premier ministre marocain, Saad Bourkadi, ont pris la parole.

42. Les participants ont mis la lumière sur le rôle des principales institutions de contrôle financier et de comptabilité de la région arabe dans le suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 et sur les enseignements tirés et les principales conclusions des évaluations de l'état de préparation effectuées par plusieurs États arabes. Pour l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, l'accent a été mis en particulier sur la cible 3.4 afin d'améliorer les capacités d'adaptation et de relèvement des systèmes de santé publique. Les orateurs ont souligné qu'il importait d'éliminer les obstacles qui entravaient le processus d'audit en définissant les pouvoirs juridiques des organes de contrôle et en facilitant l'accès aux données et aux informations afin d'améliorer la qualité de l'audit et de tirer parti de ses conclusions.

Troisième séance thématique : santé mentale et soutien psychosocial dans le contexte de la pandémie : incidences sur la région arabe

43. Le Directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, Ahmed Al Mandhari, et le Directeur du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Ted Cheiban, ont animé la séance, au cours de laquelle la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Najat Maalla M'jid, le professeur dans la pratique de la santé mentale globale à la Harvard T.H. Chan School of Public Health aux États-Unis d'Amérique, Shekhar Saxena, et le Président du programme national de santé mentale au Ministère libanais de la santé, Rabih El Chammay, ont pris la parole.

44. Les participants ont souligné qu'il importait d'intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial dans les plans d'urgence nationaux aux fins de la préparation, de l'intervention et du rétablissement. Cela devrait permettre d'assurer le bien-être des personnes, en particulier des catégories les plus vulnérables comme les enfants, les adolescents, les femmes, les réfugiés, les migrants et les personnes exposées à la violence, et de renforcer la résilience et le bien-être de la société en général. Les discussions ont porté sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale et sur la nécessité d'investir dans la réforme des systèmes de santé mentale

en adoptant une approche globale axée sur des systèmes intégrés qui favorisent le bien-être mental, protègent contre les traumatismes psychiques et facilitent l'accès aux soins. Les participants ont souligné également l'importance de la santé mentale en tant qu'élément essentiel du développement, compte tenu de son influence sur l'économie, l'égalité des sexes, les enfants, les jeunes, l'éducation, l'emploi, la cohésion sociale et la paix.

Quatrième séance thématique : Ancrage du Programme 2030 au niveau local et création de partenariats entre les diverses parties prenantes: moyens de mise en œuvre du Programme dans les pays touchés par un conflit

45. Le Conseiller régional à la CESAO, Karam Karam, a animé la séance, à laquelle les discours d'ouverture ont été prononcés par le Sous-Secrétaire général de la Ligue des États arabes, Hossam Zaki et par la Directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Carmela Godeau. La Présidente de la Hawa'a Organization for Relief and Development et membre du réseau national iraquien pour le développement durable 2030, Bouthainah Mahmood Abbas, le Directeur du Phoenix Center for economic studies information and informatics en Jordanie, Ahmed Awad, la responsable économique principale au sein du service économique au Cabinet du Premier Ministre libanais, Ola Sidani, et le Président de la commission chargée du développement durable au Ministère libyen de la planification, Tahir Abu El Hassan, ont participé à la séance.

46. Les participants ont examiné l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les points faibles des infrastructures institutionnelles, économiques et sociales dans les États touchés par un conflit. Le débat a porté sur des solutions pratiques qui aideraient les populations, où qu'elles se trouvent, dans les villes ou les campagnes, à obtenir leurs droits économiques et sociaux, et permettraient de renforcer le système des droits et des libertés politiques, économiques et sociales et le système de justice sociale en tant que fondement pour la réalisation du développement durable.

Cinquième séance thématique : Gouvernance des migrations dans la région arabe : priorités, possibilités et enseignements tirés du premier examen régional du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dans la région arabe

47. La chargée de cours à l'Université américaine du Caire, Amira Ahmed, a animé la séance. la Directrice de l'administration des affaires relatives aux réfugiés, aux expatriés et à l'immigration à la Ligue des États arabes, Enas Fergany, le Conseiller régional principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à l'OIM, Othman Belbeisi, la spécialiste des questions de population à la CESAO, Sarah Salman, le Vice-Ministre iraquien des migrations et des personnes déplacées, Karim AlNouri, le chef de secrétariat du Réseau des Nations Unies sur les migrations, Jonathan Prentice, le professeur et chercheur à l'Université américaine du Caire et Président fondateur de l'Egyptian society for migration studies, Ayman Zohry, la chargée de programme au Centre de solidarité et membre du Regionanl Centre for refugees and migrants, Sara al-Khatib, la conseillère à Save the Children Afrique du Nord, Nourhan Abdelaziz et le Directeur de l' Institute for Family Health/Noor Al Hussein Foundation en Jordanie, Ibrahim Aqel, ont pris la parole au cours de la séance.

48. La discussion a porté sur l'importance de parvenir à une bonne gouvernance des migrations dans la région arabe et sur le rôle que les gouvernements arabes devaient jouer pour assurer une migration sûre, ordonnée et régulière et protéger les migrants et leur donner les moyens de devenir des acteurs du changement. Les participants ont mis la lumière sur les résultats de l'examen régional arabe du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et sur les progrès accomplis par les pays de

la région dans l'intégration des migrations dans leurs activités de développement. Les orateurs ont souligné qu'il importait d'inclure les questions relatives aux migrants dans les plans de relèvement après les crises dues à la pandémie, qu'il fallait lutter contre la discrimination et la haine à l'égard des migrants et faciliter l'accès universel aux soins de santé, y compris les services de santé procréative, les services de protection des survivants de la violence, l'éducation et la justice. L'importance de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données a été mise en évidence, en particulier en ce qui concerne les informations relatives aux groupes les plus à risque. Les participants ont recommandé que les questions relatives aux migrants soient prises en compte dans les politiques de développement et que des données ventilées suivant le sexe et l'âge soient fournies afin que les politiques d'immigration soient fondées sur des données probantes et sur le respect des droits.

Sixième séance thématique : Stimulation de la participation du secteur privé à la décennie d'action

49. La séance a été divisée en deux groupes de discussion. La Directrice exécutive de l'Union Bank of Jordan, Nadia Al Saeed, a animé le premier groupe et la Directrice de l'éducation internationale au Luminos technical university college en Égypte, Amanda Kelleher, et la Cheffe du service des ressources humaines chez Vodafone Égypte, Nagla Kinawi, y ont pris la parole. Le premier groupe a examiné les incidences de la pandémie sur les femmes dans le secteur du travail, l'aggravation des défis auxquels elles sont confrontées dans le cadre de la quarantaine imposée par les gouvernements et les répercussions de la pandémie sur les compétences des jeunes dont l'éducation est interrompue dans certaines régions. Les discussions ont permis de mettre en évidence quelques bonnes pratiques suivies par les sociétés de la région pour améliorer l'égalité des sexes dans l'emploi ; appliquer des politiques de flexibilité au travail ; doter les entrepreneurs femmes et hommes de meilleurs moyens pour surmonter les obstacles liés à la pandémie ; coopérer avec la société civile afin d'assurer des services de garde d'enfants aux femmes qui travaillent.

50. Le professeur à la Solvay Brussels school of economics and management et maître de conférences à l'Institut Issam Fares de l'Université américaine de Beyrouth, Sami Mahroum, a animé le deuxième groupe de discussion, auquel ont participé le co-fondateur d'ARISE-UAE et fondateur d'Estmrarya aux Émirats Arabes Unis, Ahmed Riad, et la membre du conseil d'administration du Holdal Group au Liban, Maissa Abou Adal. Le groupe a mis la lumière sur le rôle des PME dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il a souligné l'impact négatif de la pandémie sur le travail de ces entreprises et la nécessité de les rendre plus résilientes et d'élaborer des plans pour assurer la continuité des activités en temps de crise. Plusieurs exemples ont été évoqués, notamment sur la solidarité des sociétés face aux crises et l'aide apportée par les grandes sociétés aux petites entreprises, ainsi que sur les alliances régionales et internationales, notamment l'Alliance du secteur privé pour des sociétés résilientes face aux catastrophes, et sur leur contribution à la promotion de pratiques commerciales plus résilientes en période de crise.

Septième séance thématique : Lien entre les objectifs de développement durable et la sécurité climatique dans les pays arabes

51. La conseillère technique principale et directrice du projet de fonds pour le climat dans le contexte des objectifs de développement durable du Bureau régional des États arabes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Sujala Pant, a animé la séance, à laquelle ont participé le Directeur du centre régional des États arabes du PNUD, Khaled Abdelshafi, la Directrice de l'administration du développement durable et de la coopération internationale à la Ligue des États arabes, Nada El Agisy, le Directeur général du Département de l'environnement en Somalie,

Ahmad Yusuf Ahmed, le secrétaire général du Ministère jordanien de l'environnement, Mohammad Khashashneh, le conseiller et membre du conseil des gouverneurs du Conseil arabe des eaux en Égypte, Tarek Al-Samman, la Directrice adjointe des programmes techniques au Conseil arabe de l'eau en Égypte, Heba Al-Hariri, la responsable de la gestion du savoir et des rapports au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Yasmine Mustafa, le Directeur de l'Unité de gestion des risques de catastrophe au Cabinet du Premier Ministre libanais, Zahi Shahine, et la coordonnatrice du projet de fonds pour le climat dans le contexte des objectifs de développement durable à Genève, Nuran Atef, et le spécialiste régional en changements climatiques au Bureau régional des États arabes du PNUD, Dustin Schinn.

52. Les participants ont mis l'accent sur la sécurité climatique, nouvelle notion utilisée pour décrire l'éventail des effets des changements climatiques qui constituent un multiplicateur des risques pour les ressources naturelles, les écosystèmes, le développement social et économique et la stabilité politique. Quelques solutions ont été proposées, notamment le regroupement de multiples parties prenantes pour tirer parti de leurs points forts, en tenant compte de la corrélation entre le savoir, les données d'expérience et les informations fournies par les acteurs et les partenariats comme base des mesures d'intervention. Les participants ont conclu que les partenariats devraient inclure des solutions de financement intégrées et encourager les investissements dans la recherche et le développement de données afin de trouver des solutions novatrices, ciblées et axées sur les activités commerciales.

Huitième séance thématique : Ouverture à la science comme moyen d'accélérer les progrès sur la voie du Programme 2030 dans la phase d'après-COVID-19

53. Le Directeur du Bureau régional pour les sciences dans les États arabes de l'UNESCO, Ghaith Fariz, a animé la séance, au cours de laquelle l'ancien Ministre jordanien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Muhyieddeen Touq, la responsable des programmes à la Direction de la culture scientifique de la Kuwait foundation for the advancement of science Layla Al Mousawi, le membre du Comité consultatif de l'UNESCO pour la science ouverte, Essam Khamis, et le Président et Directeur exécutif d'INDEVCO au Liban, Neemat Frem, ont pris la parole.

54. Les participants ont envisagé l'initiative Open Science comme une solution pour combler le manque dans la science et la recherche, qui constitue un obstacle non seulement dans les États arabes et entre eux, mais aussi entre la communauté universitaire arabe et le grand public. Ils ont souligné la nécessité de remédier à la faiblesse de la productivité de la recherche scientifique, du niveau des dépenses et des incitations qui la soutiennent, et d'adapter les travaux de recherche proposés aux besoins technologiques des sociétés. Les orateurs ont indiqué qu'il fallait adopter des indicateurs de performance pour la recherche scientifique fondamentale et appliquée. Ils ont proposé quelques solutions, notamment d'assurer une bonne coordination et une bonne répartition des rôles de direction entre les pays de la région dans les divers domaines économiques ; de consolider les dimensions développement et savoir de la science ouverte dans toute la région ; d'élaborer une vision prospective pour la région sur l'utilisation de science pour la réalisation du développement souhaité. Ils ont annoncé que le Bureau régional de l'UNESCO allait bientôt lancer une plateforme interactive arabe pour la science ouverte, qui permettra d'échanger des idées, des publications et des travaux de recherche scientifique communs, afin d'assurer la liaison entre les décideurs et les institutions de production et de créer des partenariats.

Neuvième séance thématique : La pandémie de Cofid-19 et ses effets sur l'environnement

55. La Directrice des projets de développement du fonds hachémite jordanien pour le développement humain (JOHUD), Aseel Al-Mkhaimer, a animé la séance, à laquelle ont participé le Chef du service des questions humaines et environnementales au secrétariat général du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, Adel Bin Khalifa Al Zayani, la chercheuse-stagiaire en géochimie du Maroc, Nezha Mejjad, le Président de l'Association pour la protection de l'environnement et le développement durable (ALARZ) en Algérie, Hicham Chanager, et le consultant pour le projet d'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur l'environnement au Yémen du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Abdulqader AlKharraz.

56. La séance a porté sur les conséquences pour l'environnement de la région arabe de la pandémie de COVID-19 et sur les facteurs qui pourraient contribuer à renforcer la capacité des décideurs de réagir face aux incidences de la crise et de procéder à une meilleure reconstruction. La discussion a porté sur la relance verte, qui doit être à la base de l'action post-COVID-19, et sur la nécessité de tirer parti des nouvelles possibilités offertes par la pandémie et de continuer à sauvegarder l'environnement et la biodiversité et à lutter contre les effets des changements climatiques. Les participants ont souligné l'importance de la coopération entre les gouvernements et la société civile pour lancer des solutions intelligentes sur le plan climatique.

Dixième séance thématique : Accélération de la réalisation de la justice de genre dans la région arabe, élimination des inégalités figurant dans les lois en vigueur et modification de ces lois en faveur des femmes et autonomisation des générations actuelles et futures de femmes et de filles dans la région

57. La Présidente du Groupe de la justice de genre, de la population et du développement inclusif à la CESAO, Mehrinaz EL Awadhi, a animé la séance, au cours de laquelle la Directrice du Bureau régional de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour les États arabes, Susanne Mikhaïl, la Secrétaire générale du conseil des Émirats arabes unis pour l'équilibre entre les sexes, Shamsa Saleh, la Directrice de la direction de la femme au Ministère marocain de la solidarité, du développement social, de l'égalité et de la famille, Fatima Barkan, la Directrice générale de l'Organisation des femmes arabes, Fadia Kiwan, et la Directrice régionale adjointe pour les États arabes au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Karina Nersesyan, ont pris la parole.

58. Les participants ont mis l'accent sur la question de l'égalité des sexes dans la législation en présentant et en examinant l'initiative régionale sur la justice et la loi, qui porte sur les cadres juridiques et réglementaires et la vie publique, la violence à l'égard des femmes, l'emploi et les avantages économiques, le mariage et la famille, la santé sexuelle et procréative et les droits connexes. Les participants ont signalé les bonnes pratiques de lutte contre l'inégalité entre les sexes dans les lois de la région arabe, la manière d'écartier les obstacles à l'autonomisation des femmes et la modification des textes et des mécanismes d'accès à la justice, en particulier dans l'intervention face à la pandémie. Ils ont proposé des solutions pour remédier à la multiplicité des sources de lois, à la persistance des pratiques coutumières et au manque de coordination entre les secteurs judiciaire et de la sécurité.

Onzième séance thématique: Lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, comme moyen de changer radicalement la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les crises prolongées, y compris la COVID-19 : difficultés et possibilités

59. La Présidente du groupe des politiques pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Shaden Khallaf, a animé la séance. Le Directeur du centre régional pour le pays arabes au PNUD, Khaled Abdel Shafi, et la chargée de liaison et de politique et sous-directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à l'OIM, Kristina Mejo, ont formulé des observations liminaires. Le Président du bureau d'engagement des donateurs, coordonnateur du projet de relèvement de la crise et conseiller principal du Ministère somalien de la planification, de l'investissement et du développement économique, Asad Yusuf, la Présidente du fonds social pour le développement du groupe de suivi et d'évaluation au Yémen, Lamiss Allryani, la Commissaire aux politiques des réfugiés et Directrice du service des déplacements et des migrations du Département de la prévention des crises du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et de développement, Elke Löbel, et la cofondatrice et responsable commerciale de l'association de secours et de développement Basmeh and Zeitoonah au Liban, Yasmin Kayali, ont ensuite pris la parole.

60. Les participants ont souligné qu'il importait d'associer l'action humanitaire et le développement pour renforcer la solidarité sociale dans les situations de déplacement, tout en soulignant que l'appui devrait être global et inclure les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les groupes les plus vulnérables. Il a été déclaré que le renforcement du lien entre l'action humanitaire et le développement pouvait être effectué en deux volets : 1) en assurant l'aide humanitaire pour les efforts de relèvement à long terme ; 2) en appuyant les efforts de développement, y compris l'amélioration des infrastructures de base de sorte que l'aide humanitaire continue d'affluer. Les participants ont souligné le rôle de la société civile en tant que partenaire essentiel dans la promotion de ce lien.

D. Manifestations spéciales

61. Le Forum a comporté quatre manifestations spéciales : 1) une manifestation au sujet du Sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires : dialogue régional arabe sur les systèmes alimentaires ; 2) une table ronde des jeunes ; 3) une séance sur le renforcement de la coopération régionale dans la région arabe ; 4) un dialogue de haut niveau entre les diverses parties prenantes.

Dialogue régional arabe sur les systèmes alimentaires

62. La Directrice générale adjointe de l'autorité publique chargée de l'alimentation et de la nutrition au Koweït, Nawal Al Hamed, a animé la séance. La Secrétaire exécutive de la CESAO, Rola Dashti, et le Ministre mauritanien du développement rural et Président de l'Assemblée générale de l'Organisation arabe de développement agricole, Dy Ould Zein ont prononcé les discours d'ouverture. La séance a comporté trois groupes de discussion.

63. Le premier groupe a abordé le thème du Sommet sur les systèmes alimentaires 2021: définition et déroulement des concertations, avec la participation de M. Martin Frick, Envoyé spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires 2021, et de M. David Nebaro, Conseiller principal pour les concertations du Sommet des systèmes alimentaires. Le deuxième groupe a examiné les points de vue régionaux sur les systèmes alimentaires. Y ont participé la

membre du Conseil de la Choura de Bahreïn, Vice-Présidente du réseau parlementaire de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique et dans le monde arabe, Jihad Abdullah AlFathel, la Secrétaire générale du secrétariat technique pour la sécurité alimentaire au Soudan, Fatima Eltaher AlHassan, et le directeur du réseau de la jeunesse arabe pour le développement durable, Tarek Hassan. La réunion du troisième groupe a consisté en un dialogue entre les participants qui a été animé par le professeur de gestion des écosystèmes à la faculté d'agriculture et des sciences alimentaires de l'Université américaine de Beyrouth, Ramy Zurayk. Le Directeur général de l'Organisation arabe de développement agricole, Ibrahim El Dukhairi, a prononcé un discours de clôture.

64. Des solutions ont été proposées, notamment l'adoption d'une approche de l'alimentation qui consolide les liens entre les systèmes et entre les secteurs. L'attention a été attirée sur les nombreuses réalisations des systèmes alimentaires et leur influence sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'environnement et les questions socio-économiques. D'autres solutions ont été mises en avant, y compris l'idée d'inciter à l'adoption d'une agriculture respectueuse de l'environnement et intelligente face au climat, l'accent étant mis sur l'interconnexion de l'eau, de l'alimentation et de l'énergie et sur l'utilisation de technologies nouvelles et adaptées. Les interventions ont porté sur la transformation souhaitée, en particulier l'élaboration de processus décisionnels fondés sur des données probantes consistant à recueillir des données, à les partager et à les analyser suivant des méthodes scientifiques. Les participants ont souligné qu'il importait de s'attaquer aux problèmes d'inégalité liés au sexe, à l'âge et aux moyens de subsistance, et de faire en sorte que les systèmes alimentaires soient souples, durables et résilients face aux chocs et aux pressions.

Table ronde des jeunes

65. Le coordonnateur régional pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord du grand groupe des enfants et des jeunes au Maroc, Hatim Aznag, a animé le débat, auquel ont participé le Directeur exécutif et fondateur de l'association « I Learn » en Jordanie, Saddam Sayyalah, la Conseillère technique pour les soins de santé chez Mott MacDonald en Égypte et Cofondatrice de Health 2.0, Yara Abu El wafa, le militant politique et expert des questions de jeunesse et des mouvements de jeunesse à l'Observatoire national de la jeunesse en Tunisie, Wissam Sghaier, la Gestionnaire de programme à Berytech Entrepreneuriat au Liban, Krystel Khalil, le directeur des investissements au fonds du travail Tamkeen, membre de l'Union volontaire arabe à Bahreïn, Mohamed Ali al-Ahmadi, la fondatrice et présidente de la Volunteer Hub Organization au Soudan, Maysaa Mahjoub, la Directrice de la région du monde arabe de la Fédération internationale pour la planification familiale au Maroc, Fadwa Bakhdah, la Directrice générale de la Royal Health Awareness Society en Jordanie, Hanin Odeh, la Directrice exécutive de l'organisation ThreeTracks au Yémen, Salma al-Asbahi, et l'innovateur social à l'initiative Daleel Tadamon et organisateur et militant politique dans l'organisation Lihaqqi au Liban, Alaa al-Sayigh.

66. Le débat a porté sur la nécessité urgente de mettre en place un nouveau système éducatif perfectionné et interactif qui réponde aux besoins des jeunes et à l'évolution du marché et sur la nécessité de trouver des solutions pour faire participer les jeunes aux programmes de sensibilisation et de réadaptation et pour réaliser un développement durable dont les jeunes sont un pilier essentiel. Il a été proposé notamment d'autonomiser les jeunes et de les faire participer à l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans en général et dans le domaine de la santé en particulier, et d'assurer des services de santé procréative aux jeunes et aux adolescents en fonction de leurs besoins et de leurs priorités. Les participants ont souligné qu'il

importait d'éliminer les obstacles à la participation des jeunes à la vie de leur communauté, de leur fournir un environnement favorable et de les intégrer aux différents stades et domaines du développement et initiatives volontaires, et de faciliter la constitution de réseaux entre eux au sein de réseaux arabes inclusifs, démocratiques et solidaires qui offrent la possibilité de tirer parti des expériences pionnières et réussies de la région.

Séance sur le renforcement de la coopération régionale dans la région arabe

67. Au cours de cette séance, qui a porté sur le programme de réformes du Secrétaire général de l'ONU, le Secrétaire exécutif adjoint de la CESAO et représentant du Secrétariat conjoint de la Plateforme régionale de coopération, Mounir Tabet, a passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ce programme prometteur en 2020, en particulier au plan régional. L'orateur a rappelé que ces réformes avaient pour objectif d'utiliser au mieux les capacités et les ressources régionales des Nations Unies et de fournir le meilleur soutien possible aux États Membres dans la mise en œuvre du Programme 2030 en renforçant la coopération entre les organismes par le biais de la plateforme régionale de coopération, soutenue par un ensemble de coalitions thématiques. Il a également passé en revue les résultats escomptés pour 2021.

Dialogue de haut niveau entre les diverses parties prenantes

68. Au cours du forum, un dialogue de haut niveau entre les diverses parties prenantes a eu lieu pour examiner les priorités de la région arabe au début de la décennie d'action pour la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que les perspectives d'avenir. La Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Amina Mohammed, était l'invitée de cette réunion. La Secrétaire exécutive de la CESAO, Rola Dashti, a présidé la réunion, qui a été animée par Maysa Youssef, du Secrétariat du Forum arabe pour le développement durable 2021. La professeure et chercheuse à l'Université américaine du Caire, Hania Sholkamy, le professeur d'université et fondateur de la Lebanese Association for Educational Studies, Adnan Al Amin, le professeur d'université et ancien ministre yéménite de la planification et de la coopération internationale, Mohamed Al Maitami, le membre du forum libyen sur le dialogue politique, cofondatrice et directrice exécutive de la plateforme des femmes libyennes pour la paix, Zahra Langhi, le responsable principal de la durabilité à la fondation Majid Al-Futtaim, Ibrahim Al-Zu'bi, et la chercheuse-stagiaire en chirurgie cardiaque et militante sociale du Liban, Hiba Ghandour.

69. Le débat a porté sur certains problèmes de développement urgents auxquels la région arabe est confrontée. Les orateurs ont souligné la nécessité d'un changement de discours en ce qui concerne la pauvreté, l'inégalité et la solidarité aux niveaux régional et mondial, le développement durable dans les pays en conflit, dans la production de connaissances. Ils ont considéré qu'il fallait promouvoir une nouvelle vision de la science, de la culture et de la créativité au service d'un projet différent en ce qui concerne la société et le droit, en particulier parmi les jeunes Arabes. Ils ont noté le rôle central des femmes arabes dans la consolidation de la paix et le règlement des conflits, la contribution du secteur privé à la transition vers une consommation et une production plus durables, et la nécessité d'un environnement autonomisant qui permette aux jeunes Arabes de transformer l'opinion répandue sur la santé humaine et de promouvoir des sociétés plus justes, mieux protégées et plus saines.

E. Séance de clôture

70. En conclusion, le Président Faisal bin Fadel Al Ibrahim a remercié la CESAO et ses partenaires d'avoir organisé le Forum. Il a affirmé que l'Arabie saoudite s'engageait à transmettre les messages du Forum au forum politique de haut niveau à New York, en juillet 2021, et qu'elle ferait son possible pour que ces messages occupent une place importante dans la déclaration ministérielle que le forum politique allait adopter.

71. M^{me} Rola Dashti a remercié l'Arabie saoudite d'avoir présidé le Forum et a également remercié tous les participants et participantes et partenaires qui ont contribué à son succès. Elle a souligné que la CESAO était attachée à une approche participative comme moyen de tenir les engagements pris en faveur de la prospérité des pays et de la dignité humaine dans la région arabe.

III. Participants

72. Le forum a réuni environ 1 655 participants et participantes, dont des représentants de haut niveau de gouvernements, de parlements, de la société civile, de groupes de jeunes, de centres d'expertise, du secteur privé, d'organisations régionales, arabes et internationales, d'acteurs régionaux du développement durable, de fonds de financement dans la région arabe, de délégués d'un certain nombre de médias et de représentants des organisateurs.

73. Vingt et un États arabes ont été représentés au Forum par des délégations de ministères et d'institutions concernés par le développement durable : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Maroc, Mauritanie, Oman, État de Palestine, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Yémen.

74. L'Organisation des Nations Unies a été représentée par la Vice-Secrétaire générale et le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et par les représentants des entités suivantes: Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, FAO, FNUAP, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, OIM, OMS, ONU-Femmes, ONU-Habitat, Organisation internationale du Travail, PNUD, PNUE, Programme alimentaire mondial, Programme des Volontaires des Nations Unies, UNESCO et UNICEF.

Annexe

Documents finals des réunions préparatoires du Forum arabe pour le développement durable et du forum politique de haut niveau pour le développement durable 2021

Forum parlementaire sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région arabe (novembre 2020)

<https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/events/files/2020-parliamentary-forum-agenda2030-final-report-ar.pdf>

Réunion consultative sur les dimensions environnementales du Programme de développement durable (mars 2021)

<https://www.unescwa.org/Regional-Consultation-Environmental-Dimension-SDG12-ArabRegion>

Réunion régionale des organisations de la société civile sur le développement durable dans la région arabe (mars 2021)

<https://www.annd.org/en/activities/events>
